



Conseil économique et social

Distr. générale
24 avril 2001
Français
Original: anglais

Session de fond de 2001

Genève, 2-27 juillet 2001

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Résumé de l'étude sur la situation économique de l'Europe, 2000

Les économies des pays de la CEE au printemps 2001 : aperçu de la situation et questions de politique générale**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1-3	2
I. Les économies de marché d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.....	4-29	5
A. Évolution récente et perspectives actuelles.....	4-14	5
B. La politique monétaire européenne est-elle trop timorée?.....	15-21	8
C. Les marchés du travail constituent-ils un obstacle à la croissance en Europe occidentale?.....	22-29	11
II. Les économies des pays en transition	30-51	14
A. Évolution récente et perspectives.....	30-47	14
B. L'économie yougoslave et la stabilité en Europe du Sud-Est	48-51	23

* E/2001/100.

** Le présent texte reproduit le chapitre premier de l'*Étude sur la situation économique de l'Europe en 2001, No 1*. La région de la CEE comprend l'ensemble de l'Europe, la Communauté d'États indépendants (CEI), l'Amérique du Nord et Israël.

Introduction

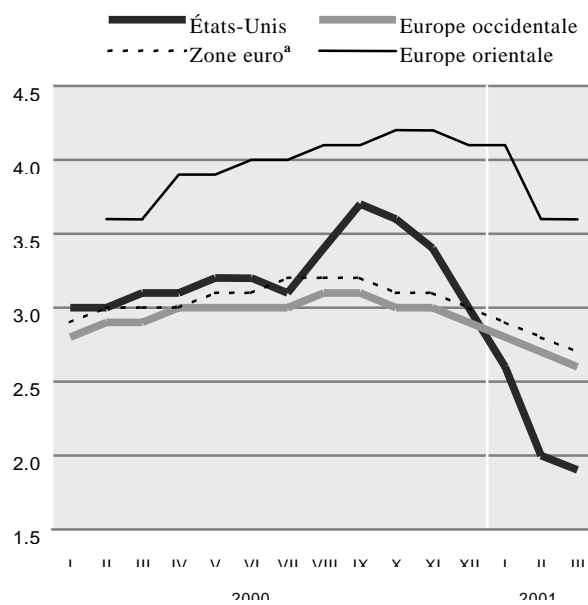
1. L'évolution de la situation ces six derniers mois a montré une nouvelle fois la fragilité des prévisions économiques. En octobre 2000, les perspectives économiques mondiales étaient meilleures qu'elles ne l'avaient jamais été au cours des 10 années écoulées : les prévisions avaient été revues à la hausse, la croissance devant être de l'ordre de 4,75 % en 2000, et malgré un certain ralentissement dû au rééquilibrage prévu de la production au profit de l'Europe et au détriment des États-Unis d'Amérique, se maintenir autour de 4,25 %. Or, il est aujourd'hui manifeste que la croissance mondiale a atteint son plus haut niveau au premier semestre de 2000. La hausse des cours de pétrole a été un facteur de ralentissement mais les prévisionnistes avaient vu juste en prévoyant que les cours retomberaient dans la fourchette fixée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) au début de 2001. Si l'on savait depuis un certain temps que le dégonflement inévitable de la bulle spéculative aux États-Unis et la nécessaire correction de l'« optimisme irrationnel » concernant les perspectives de l'économie américaine constituaient le principal risque de dégradation, l'on ne pouvait vraiment prédire quelle serait l'ampleur de ces phénomènes et quand ils se produiraient.

2. À la fin du premier trimestre de 2001, les perspectives économiques à court terme pour les pays occidentaux à économie de marché semblent beaucoup moins favorables qu'à l'automne 2000, du fait principalement du ralentissement étonnamment brutal de la croissance économique aux États-Unis depuis le second semestre de 2000 et de la situation au Japon, où le mouvement de reprise marque le pas. Dans les deux premières puissances économiques du monde, l'activité est en train de fléchir rapidement ou continue de stagner. Cette évolution, qui a commencé à avoir des répercussions sur les exportations nettes à destination des autres régions du monde, a conduit à revoir progressivement à la baisse les prévisions de croissance, en particulier pour les États-Unis, à compter de la fin de 2000 (figure 1).

3. Aux États-Unis, on prévoit maintenant pour 2001 une progression d'à peine quelque 1,75 % du PIB réel, ce qui représente une décélération très brutale par rapport au taux de croissance moyen de 5 % enregistré en 1999 (tableau 1). Au Japon, le rythme de croissance devrait être tout juste supérieur à 1 % en 2001 (tableau 1) et encore cela n'est pas certain vu les désaccords au sujet de la politique économique et les retards dans le lancement d'un énième programme de sauvetage économique. Apparemment, les moteurs de la croissance résistent un peu mieux en Europe occidentale. Dans la zone euro, selon les prévisions actuelles, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel, qui avait atteint 3,4 % en 1999, devrait être de l'ordre de 2,5 % en 2001, soit un résultat inférieur d'un demi-point de pourcentage à celui prévu à l'automne dernier. Pour l'Union européenne (EU) et l'Europe occidentale dans son ensemble (tableau 2), les changements attendus sont très comparables. Pour les pays industriels considérés globalement, le taux moyen de croissance va probablement tomber de 3,8 % en 2000 à environ 2 % en 2001, progression annuelle la plus faible enregistrée depuis 1993. Par voie de conséquence, la croissance économique des pays d'Europe centrale et orientale, ainsi que de la Communauté d'États indépendants (CEI) et des autres régions du monde devrait également ralentir, créant un cercle vicieux qui ne fera qu'amplifier les effets directs sur les échanges de la baisse cyclique de l'activité aux États-Unis. La production mondiale pourrait donc augmenter de seulement 2,5 à 3 % en 2001, contre 4,7 % en 1999, soit un chiffre bien inférieur aux prévisions de l'automne 2000¹.

Figure 1
Croissance du PIB réel dans la région de la CEE en 2001 :
variations des prévisions, janvier 2000-mars 2001

(Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)



Source : Consensus Forecast.

^a Grèce comprise à partir de janvier 2001.

Tableau 1
**Variation annuelle du PIB réel en Europe occidentale, en Amérique du Nord
 et au Japon, au cours de la période 1998-2001**

(Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1998	1999	2000 ^a	2001 ^b
France	3,3	3,2	3,2	2,7
Allemagne	2,1	1,6	3,0	2,1
Italie	1,8	1,6	2,9	2,5
Autriche	3,3	2,8	3,3	2,6
Belgique	2,4	2,7	3,9	2,5
Finlande	5,3	4,2	5,7	4,0
Grèce	3,1	3,4	4,0	4,0
Irlande	8,6	9,8	10,0	7,5
Luxembourg	5,0	7,5	8,1	6,2
Pays-Bas	4,1	3,9	3,9	3,3
Portugal	3,6	3,0	3,2	2,6
Espagne	4,3	4,0	4,1	3,0
Zone euro	2,8	2,6	3,4	2,6
Royaume-Uni	2,6	2,3	3,0	2,5
Danemark	2,8	2,1	2,4	1,8
Suède	3,6	4,1	3,6	2,5
Union européenne	2,8	2,6	3,3	2,6
Chypre	5,0	4,5	4,9	4,1
Islande	4,5	4,3	3,6	1,3
Israël	2,2	2,3	3,0	3,0
Malte	3,4	4,0	4,3	4,3
Norvège	2,0	0,9	2,2	1,5
Suisse	2,3	1,5	3,3	2,1
Turquie	3,1	-5,0	7,0	-
Europe occidentale	2,8	2,2	3,5	2,5
Canada	3,3	4,5	4,7	2,4
États-Unis	4,4	4,2	5,0	1,7
Amérique du Nord	4,3	4,3	5,0	1,8
Japon	-1,1	0,8	1,7	1,2
Total	2,8	2,8	3,8	2,0
Pour mémoire:				
Les 4 principaux pays d'Europe occidentale^c	2,4	2,1	3,0	2,5
Europe occidentale et Amérique du Nord	3,6	3,2	4,2	2,1

Source : Statistiques nationales et rapports économiques nationaux.

Note : Israël n'est pris en compte dans aucun agrégat. Les taux de croissance des agrégats régionaux correspondent aux moyennes pondérées des taux de croissance des différents

pays. Les coefficients de pondération ont été calculés à partir des chiffres du PIB de 1996 convertis de l'unité monétaire nationale en dollars au moyen des parités de pouvoir d'achat.

^a Estimations préliminaires ou prévisions.

^b Prévisions.

^c Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Tableau 2

Variations annuelles du PIB réel dans la région de la CEE, 1998-2001

(Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1998	1999	2000 ^a	2001 ^b
Europe occidentale	2,8	2,2	3,5	2,5
Union européenne	2,8	2,6	3,3	2,6
Zone euro	2,8	2,6	3,4	2,6
Amérique du Nord	4,3	4,3	5,0	1,8
États-Unis	4,4	4,2	5,0	1,7
Europe orientale^c	2,0	1,1	3,9	4,2
CEI	-3,0	3,2	7,4	4,2
Fédération de Russie	-4,9	3,5	7,7	4,0
Pour mémoire :				
Europe (orientale et occidentale)	2,7	2,1	3,5	2,7
Europe (orientale et occidentale) et CEI	2,0	2,2	4,0	2,9

Source : *Étude sur la situation économique de l'Europe, 2001*, tableaux 2.2.2 et 3.1.1

^a Estimations provisoires.

^b Prévisions.

^c Y compris les États baltes.

I. Les économies de marché d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord

A. Évolution récente et perspectives actuelles

4. Aux États-Unis, après une longue phase d'expansion qui, si elle se poursuit au premier trimestre 2001, aura duré 10 ans, on attendait en 2001 un ralentissement de l'activité économique compte tenu du durcissement de la politique monétaire et des effets du renchérissement de l'énergie sur le revenu réel. En fait, ce ralentissement était jugé hautement souhaitable vu que, depuis un certain temps, la production effective connaissait un rythme de progression bien supérieur au potentiel de croissance, d'où des risques accrus de surchauffe et d'atterrissage brutal. À cela s'ajoutaient les inquiétudes grandissantes suscitées par les énormes déséquilibres accumulés au cours des cinq années écoulées par suite d'une explosion des investissements et de la consommation qui ne pouvait pas durer indéfiniment. Ces déséquilibres se traduisaient par une contraction de l'épargne des ménages, tombée à un très bas niveau (en fait, on a même observé un phénomène de désépargne en 2000), l'accroissement de la dette des entreprises et des ménages qui était désormais considérable, un très lourd déficit de la balance des opérations courantes et enfin – mais

ce point n'est pas le moins important –, l'existence d'une bulle boursière touchant particulièrement, mais pas seulement, le marché des valeurs de haute technologie.

5. Les scénarios « d'atterrissage en douceur », qui supposent que l'expansion économique ralentisse progressivement jusqu'à revenir à un taux légèrement inférieur au potentiel de croissance reposent essentiellement sur l'hypothèse d'une élimination bien maîtrisée de ces déséquilibres. Si les choses se passaient ainsi, les inévitables coûts d'ajustement à la charge du reste du monde seraient suffisamment étalés dans le temps. Mais en réalité, aux États-Unis, après le deuxième trimestre 2000, la conjoncture s'est brusquement inversée, cette évolution inattendue venant nous rappeler brutalement combien il est difficile de prévoir les points d'inflexion du cycle. La fièvre d'investissement dans le secteur du matériel informatique, qui avait été l'un des principaux moteurs de la croissance prolongée, est retombée du fait de l'augmentation de la capacité de production excédentaire dans le secteur manufacturier. À cela s'est ajoutée au dernier trimestre 2000 une forte contraction de la demande de biens de consommation durables et d'exportations, entraînant un gonflement des stocks excédentaires et un fléchissement de l'activité industrielle. Face à la dégradation de la conjoncture économique, les autorités monétaires des États-Unis ont très vite réagi. Entre janvier et mars 2001, l'objectif pour le taux des fonds fédéraux a été abaissé en trois temps de 1,5 point de pourcentage. Dans ces conditions et vu également la diminution des bénéfices industriels et commerciaux effectifs et prévus, les cours de toute une série d'actions ont chuté au premier trimestre 2001, ce qui a eu des conséquences préjudiciables sur la fortune nette des ménages et les ratios d'endettement des entreprises.

6. Si toute phase de croissance vigoureuse et prolongée est toujours plus ou moins génératrice de déséquilibres – lesquels sont dans une large mesure la conséquence d'anticipations par trop optimistes concernant la production et les bénéfices – aux États-Unis, en particulier sur les marchés financiers, le phénomène a pris une ampleur quelque peu excessive, qui n'aurait pas été possible sans la généreuse expansion du crédit autorisée par la Réserve fédérale. Mais les erreurs d'appréciation de ce genre sont toujours plus faciles à diagnostiquer a posteriori et il est bien souvent impossible de les éviter sans porter un coup d'arrêt à la croissance elle-même².

7. Au Japon, compte tenu des tendances déflationnistes et des évaluations de plus en plus pessimistes des perspectives économiques à court terme, les autorités monétaires sont revenues, en mars 2001, à la politique du « taux d'intérêt zéro », qu'elles avaient abandonnée au second semestre 2000. Ce changement de politique monétaire s'est accompagné d'une forte dépréciation du yen qui devrait, en principe, stimuler les exportations et augmenter l'inflation importée. Face à la détérioration des perspectives d'exportation, notamment vers le marché des États-Unis, les entreprises sont en train de renoncer à certains investissements prévus. Étant donné la marge de manoeuvre limitée laissée par les taux d'intérêt proches de zéro, la Banque du Japon a décidé de s'attaquer au taux d'inflation, c'est-à-dire d'injecter des liquidités – à l'aide d'achats fermes d'obligations d'État – jusqu'à ce que l'indice des prix à la consommation sur 12 mois redevienne légèrement positif. Le Gouvernement entend également lancer un train de mesures pour que le pays ne souffre pas à nouveau dans la récession mais ces mesures se faisaient toujours attendre à la fin du premier trimestre 2001.

8. En Europe occidentale, la reprise conjoncturelle a conservé assez de vigueur au second semestre de 2000, mais le rythme de la croissance économique s'est tout de même notablement ralenti. La thèse optimiste selon laquelle les économies européennes seraient dans une large mesure à l'abri de la dégradation de la conjoncture dans le reste du monde a été démentie par les faits comme en témoignent les nouvelles prévisions concernant le PIB en 2001, qui ont été revues sensiblement à la baisse, ainsi que le très net recul de l'indice de confiance des chefs d'entreprise en Allemagne, première puissance économique d'Europe occidentale. De nombreux prévisionnistes estiment aujourd'hui que le PIB réel de l'Allemagne ne devrait progresser que de 2 % en 2001 (voir tableau 1), alors qu'à l'automne 2000 le taux de croissance escompté était de 2,75 %.

9. La décision prise il y a quelque temps déjà par un certain nombre de gouvernements européens d'appliquer une politique budgétaire plus expansionniste, essentiellement en réduisant l'impôt sur le revenu en 2001, est donc une bonne chose. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et en Suisse, la banque centrale a également abaissé les taux d'intérêt au début de 2001 pour soutenir l'activité économique.

10. En revanche, dans la zone euro, en dépit de moins bonnes perspectives de croissance, la Banque centrale européenne (BCE) n'a pas modifié son principal taux de refinancement, qui est de 4,75 % depuis octobre 2000, date à laquelle elle avait décidé de le relever d'un quart de point de pourcentage alors même que les signes d'un ralentissement devenaient visibles.

11. L'un des principaux risques de dégradation par rapport aux prévisions actuelles de croissance – si l'on excepte l'évolution de la situation au Japon – tient aux incertitudes concernant l'évolution de la conjoncture économique aux États-Unis. Le taux de croissance annuel escompté – 1,75 % environ – suppose un redressement limité de l'activité courant 2001, vu que l'effet de report statistique de la croissance enregistrée au dernier trimestre 2000 est égal à 0,8 point de pourcentage³. Actuellement les prévisionnistes s'accordent à penser que ce redressement sera suivi d'une nouvelle consolidation de la croissance en 2002.

12. Mais il se pourrait bien que ce scénario se révèle trop optimiste et que la baisse cyclique de l'activité se prolonge. L'évolution de la situation dépendra pour beaucoup de la mesure dans laquelle les ménages privés auront le désir ou seront contraints d'ajuster leurs dépenses (et leur épargne) pour faire face à la dégradation de la conjoncture économique et à la dépréciation de leur patrimoine financier consécutive à la baisse sensible du cours des actions (baisse qui, au moment où ces lignes étaient écrites, n'était toujours pas enrayée). De plus, il est pour l'instant difficile d'évaluer les répercussions du ralentissement conjoncturel sur les dépenses d'investissement des entreprises. L'existence d'une capacité excédentaire relativement importante dans le secteur manufacturier aura tendance à affaiblir le principe d'accélération selon lequel l'investissement net est fonction des variations de la production. Le freinage induit par la contraction des bénéfices, l'augmentation des coûts de financement liée à la baisse des cours des actions et la nécessité de réduire la dette considérable des entreprises s'en trouvera amplifié. De façon plus générale, l'efficacité de la politique monétaire plus expansionniste appliquée aux États-Unis risque d'être limitée dans un environnement marqué surtout par l'existence d'un excédent de capacité et la nécessité d'assainir le bilan des entreprises du secteur privé.

13. Aux États-Unis, le redressement indispensable du compte des opérations courantes, trop lourdement déficitaire (en 2000 ce déficit s'élevait à 435 milliards de dollars, soit environ 4,4 % du PIB) doit faire pendant à la reconstitution de l'épargne du secteur privé⁴. Mais encore faut-il que les étrangers veuillent bien détenir des actifs libellés en dollars. Or, vu la dégradation de la situation économique et les risques de dépréciation du dollar, il est à craindre que ceux-ci se montrent de plus en plus réticents. Les avis sont partagés sur le point de savoir si la fermeté persistante du dollar tient à ce que, alors que les perspectives concernant l'évolution de la situation au niveau mondial sont plus incertaines, cette monnaie joue le rôle de valeur refuge ou à ce que l'on anticipe, à la suite de l'assouplissement de la politique monétaire, un redressement rapide de la demande intérieure; mais aucun des deux scénarios n'est de bon augure pour la stabilité de l'économie mondiale. Une reprise rapide tirée par la demande intérieure ne ferait que différer la réduction inévitable des déséquilibres intérieur et extérieur, condition nécessaire à l'amorce d'une nouvelle expansion durable. Plus on attendra pour procéder à ces ajustements, plus il est à craindre que lorsqu'ils finiront par se produire, ceux-ci n'entraînent des changements de comportement très brutaux, ce qui augmenterait considérablement le risque de crise financière internationale. La réduction du déficit extérieur des États-Unis suppose une diminution correspondante de l'excédent de la balance extérieure du reste du monde et le plus difficile sera de réduire ces déséquilibres en perturbant le moins possible l'activité économique au niveau mondial.

14. Vu la faiblesse conjoncturelle actuelle aux États-Unis et la faiblesse chronique de l'économie japonaise, le processus d'ajustement sera fortement tributaire d'une consolidation de la croissance économique en Europe occidentale. Non seulement celle-ci contribuerait à réduire les risques de dégradation de la situation économique mondiale, mais en outre elle cadrerait avec les ambitions des pays de la région qui souhaitent faire de l'Europe la première puissance économique du monde⁵.

B. La politique monétaire européenne est-elle trop timorée?

15. La BCE est désormais⁶ la seule banque centrale des pays du Groupe des Sept (G-7) à ne pas avoir abaissé ses taux d'intérêt dans la foulée des réductions opérées par la Réserve fédérale. Derrière cette politique, il y a la conviction de la Banque que, pour la zone euro, la répartition des risques entre une inflation plus forte et une croissance plus faible reste « à peu près équilibrée » alors même que l'environnement économique est aujourd'hui très différent de ce qu'il était lorsque la BCE a fixé son taux directeur à 4,75 % en octobre 2000. Depuis, l'activité économique s'est nettement ralentie, en particulier en Allemagne où l'effet de relance escompté des baisses d'impôts a été plus ou moins annulé par le fléchissement des exportations nettes et de l'activité du secteur du bâtiment. Les prévisions pour 2001 sont de manière générale moins optimistes et la confiance des entreprises est en recul. Rares sont les observateurs et les prévisionnistes qui voient un risque sérieux d'inflation. La plupart jugeaient peu probable une relance de l'inflation induite par la forte hausse des cours du pétrole et estimaient que le risque sur ce plan serait temporaire, ce qui s'est par la suite confirmé. En fait, le renchérissement du pétrole semble avoir eu plus d'effet sur la demande effective que sur le taux d'inflation sous-jacent⁷.

16. Une baisse des taux d'intérêt donnerait incontestablement un coup de pouce à la croissance économique. Aucun des deux grands axes de la stratégie monétaire de

la BCE ne fait obstacle à une baisse des taux d'intérêt. La croissance de la masse monétaire s'est ralentie et avoisinait le taux de référence de 4,5 % au premier trimestre de 2001. En tout état de cause, il est permis de penser que ce taux de référence lui-même a été établi à partir de prévisions assez prudentes quant à la croissance potentielle de la production et au ralentissement tendanciel de la circulation monétaire⁸. Qui plus est, les anticipations d'inflation sont tout à fait modérées. Il ressort de l'enquête que la BCE a elle-même effectuée auprès des prévisionnistes que l'inflation devrait se situer aux alentours de 2 % en 2001, puis descendrait à 1,7 % en décembre 2001 et se maintiendrait en gros à ce niveau en 2002⁹. Les anticipations d'inflation à plus long terme sont encore plus faibles. Ainsi, le taux d'inflation implicite correspondant à la différence entre les rendements obligataires nominaux et réels (c'est-à-dire indexés sur les prix) français à échéance 2009 n'était que de 1,4 % à la fin de février 2001¹⁰. Certes, le taux d'inflation effectif dépassait d'environ un demi-point le taux cible de 2 % fixé par la BCE en février 2001 mais le taux d'inflation de base tendanciel est bien inférieur et rien ne semble annoncer une accélération de la hausse des prix ou des salaires moyens.

17. L'on peut considérer que la situation actuelle constitue un dilemme sur le plan de la politique monétaire, parce qu'une baisse des taux d'intérêt, alors que l'inflation est supérieure au taux cible, pourrait compromettre les efforts que la BCE déploie pour asseoir sa crédibilité. Cela étant, tout le monde est conscient que ce dépassement du taux cible est dû à une situation particulière, à savoir essentiellement à la forte augmentation des cours du pétrole, dont les effets ont déjà commencé à s'estomper; et, étant donné la détérioration de l'environnement extérieur, les risques aussi bien en matière de production que d'inflation sont orientés à la baisse.

18. Quoiqu'il en soit, étant donné la longueur et la variabilité des décalages entre l'adoption d'une politique monétaire et ses effets sur l'inflation, le taux d'inflation effectif n'est pas l'axe autour duquel il convient de bâtir une politique monétaire. L'objectif est de maintenir la stabilité des prix à moyen terme, ce qui suppose une politique monétaire prospective, axée sur le moyen terme, aspect sur lequel la BCE elle-même a insisté à juste titre dans son premier bulletin mensuel au début de 1999¹¹. Cette démarche confère par ailleurs une certaine marge de manoeuvre pour la conduite de la politique monétaire, en permettant de réagir à des chocs ponctuels à court terme sans perdre de vue l'objectif général de stabilité des prix. Il va sans dire que cette démarche impose aussi de fournir au public des explications claires quant aux raisons pour lesquelles certaines mesures sont prises ou ne le sont pas. Mais, concrètement, les mesures prises par la Banque apparaissent à de nombreux observateurs comme plus rétrospectives que prospectives, et trop influencées par les variations mensuelles des indices des prix.

19. Cette apparente inclination déflationniste de la BCE est le produit non seulement de son action mais également de son mandat. Son objectif de 2 % d'inflation est asymétrique, en ce sens qu'elle n'est aucunement tenue d'intervenir lorsque le taux effectif reste durablement en deçà de ce taux cible (contrairement à la Banque d'Angleterre, par exemple). En deuxième lieu, la Banque n'a aucune attribution officielle quant aux autres objectifs, de croissance ou d'emploi notamment (contrairement à la Réserve fédérale, par exemple). En troisième lieu, aucune influence politique ne vient peser sur la détermination de l'objectif en matière d'inflation et, partant, replacer les politiques dans l'ensemble de leur contexte. Enfin, le taux cible de 2 % d'inflation retenu par la Banque est très bas, surtout lorsqu'on tient compte des

distorsions à la hausse induites par les améliorations de la qualité et les effets des coefficients à base fixe.

20. Dans leurs déclarations publiques, les responsables de la BCE donnent en outre l'impression qu'ils considèrent que rien n'a vraiment changé ces 20 dernières années en ce qui concerne les anticipations d'inflation et les comportements en matière salariale. À la fin du mois de janvier, la Banque s'attachait essentiellement, paraît-il, à « éviter les effets secondaires éventuels de l'accélération temporaire de l'inflation¹² ». Si tel est le cas, la BCE semble minimiser considérablement les multiples changements structurels que l'économie mondiale et l'économie européenne ont connus au cours des 20 dernières années. Du fait de ces changements, les pressions déflationnistes sont aujourd'hui plus fortes qu'elles ne l'ont jamais été depuis les années 30 et on ne trouve nulle trace des conflits de répartition fonctionnelle du revenu qui ont déclenché les spirales salaires-prix des années 70. En Europe, l'indexation des salaires a disparu, les effectifs et la puissance des syndicats sont en chute libre, et toutes les économies sont soumises aux pressions concurrentielles intenses de l'économie mondiale. La relation entre l'inflation et les marchés du travail paraît être redevenue ce qu'elle était avant les crises du pétrole des années 70, voire plus loin encore dans le temps, le sentiment de précarité de l'emploi en Europe semblant être plus fort que dans les années 50 et 60. Les exemples des États-Unis et du Royaume-Uni, ainsi que ceux d'un certain nombre d'économies européennes plus petites, donnent à penser que les politiques expansionnistes peuvent aujourd'hui réduire le chômage sans relancer l'inflation. Mais, surtout, il faut se doter d'une combinaison cohérente de politiques de l'emploi et de la croissance et ne pas se contenter d'une politique monétaire unidimensionnelle.

21. Il semble qu'il y ait aujourd'hui des arguments très convaincants en faveur d'une forte réduction des taux d'intérêt dans la zone euro pour faire pencher la balance dans le sens d'une croissance plus forte en Europe et compenser les effets du fléchissement des exportations nettes vers le reste du monde. Le comportement du cours de l'euro par rapport au dollar des États-Unis depuis deux ans semble s'expliquer dans une large mesure par les réactions des courants de capitaux aux différences de perspectives de croissance entre l'Europe et les États-Unis et, partant, aux différences escomptées en ce qui concerne les prix des actions. Une baisse importante des taux d'intérêt dans la zone euro pourrait donc fort bien entraîner une appréciation de l'euro, encourager l'investissement et la croissance et affaiblir encore plus les pressions inflationnistes qui pourraient subsister dans le système (contrairement à la thèse selon laquelle c'est la faiblesse de l'euro qui rend la BCE plus réticente à réduire ses taux d'intérêt). Toutefois, comme indiqué ci-après, pour stimuler la croissance et faire baisser le chômage, il faudra aussi accorder une attention particulière à l'amélioration des compétences de la main-d'oeuvre, en particulier des jeunes. Cela nécessitera probablement une augmentation des dépenses publiques mais il devrait s'agir d'un bon investissement, en particulier pour les pays dont la population vieillit. L'un des enseignements essentiels qu'il faut tirer des résultats de l'économie américaine au cours des 10 années écoulées est que la politique économique doit tenir compte des interactions dynamiques entre les prévisions de croissance, l'investissement fixe, la hausse de la productivité et de l'emploi – et des taux d'inflation faibles ou en diminution. Il ne s'agit pas de la nouvelle économie, mais d'une économie plus traditionnelle qu'on a fini par oublier au cours des crises des années 70 et de la déflation des années 80.

C. Les marchés du travail constituent-ils un obstacle à la croissance en Europe occidentale?

22. Chaque fois que l'on parle d'accélérer la croissance en Europe occidentale, les commentaires officiels ne manquent pas de souligner que cela ne sera possible que si de nouvelles améliorations de l'offre sont réalisées. Le pessimisme avec lequel on considère le potentiel de croissance en Europe se fonde en particulier sur un prétexte du manque de flexibilité des marchés du travail européens, d'où l'on conclut qu'un abaissement résolu des taux d'intérêt de l'euro n'aurait d'autre effet que de relancer l'inflation au lieu de promouvoir la croissance. Depuis 10 ans ou plus, les analystes comparent défavorablement les économies européennes à l'économie américaine, s'agissant de la capacité de créer des emplois et de faire baisser les taux de chômage. Ainsi, aux États-Unis, le taux de chômage moyen n'était que de 4 % en 2000, après avoir connu un pic de 7,4 % en 1992, alors qu'en Europe occidentale, il était presque deux fois plus élevé en 2000 (7,9 %) – après avoir connu toutefois un pic de 10,5 % en 1994. Quant au taux d'emploi, il a augmenté de quelque 15 % aux États-Unis entre 1991 (creux cyclique) et 2000 (crête cyclique) alors que, sur la même période, il n'a augmenté que de 5,25 % en Europe occidentale; ce chiffre est toutefois à corriger en raison du déphasage dans les cycles : comparé au creux cyclique de 1993, le taux d'emploi en Europe avait augmenté de quelque 8 % en 2000.

23. Devant ces différences, l'explication habituellement admise est que le marché du travail est beaucoup plus « flexible » aux États-Unis qu'en Europe. Aux États-Unis, l'embauche et le licenciement ne sont pas entravés par des réglementations complexes, alors qu'en Europe, la protection sociale et toute une série d'institutions régissant le marché du travail créeraient des rigidités qui feraient obstacle à la nécessaire adaptation aux forces du marché et à l'évolution de l'économie mondiale. En Europe, les gains de productivité seraient rapidement convertis en augmentations de salaire au bénéfice de ceux qui ont un emploi, et au détriment du profit, de l'investissement et de la création d'emplois pour les chômeurs. Selon ce point de vue, partagé par la plupart des institutions économiques internationales, le problème de l'Europe ne vient pas de la politique macroéconomique mais de la rigidité de l'offre, surtout, mais pas exclusivement, sur le marché du travail. D'où l'insistance, dans les déclarations faites au récent Sommet de Stockholm, qui a réuni les responsables politiques de l'Union européenne, sur la nécessité urgente, pour les pays européens, d'attaquer les réformes¹³.

24. Cette explication des différences entre les États-Unis et l'Europe a beau être répétée sans cesse comme une évidence, elle n'en est pas moins très boiteuse, car elle est contredite par un certain nombre de faits essentiels : premièrement, il est abusif de considérer l'Europe occidentale comme un tout homogène¹⁴. La situation du marché du travail y est très variable, et plusieurs petits pays (par exemple le Danemark, la Finlande, l'Irlande, les Pays-Bas, le Portugal) ont obtenu au cours de la deuxième moitié des années 90 des résultats aussi bons, voire meilleurs, que les États-Unis. En réalité, ces pays (entre autres) ont même fait mieux que la « nouvelle économie » des États-Unis pour la croissance de la productivité du travail et de la productivité multifactorielle dans le secteur des entreprises¹⁵.

25. Deuxièmement, les institutions qui régissent les marchés du travail sont elles aussi très hétérogènes (y compris entre les pays précités). S'il est vrai que certains dispositifs pèsent sur les taux de chômage – par exemple, les allocations de chômage élevées versées sans limitation de durée et sans contrainte de recherche

d'emploi pour les bénéficiaires, ou encore les taux de syndicalisation élevés sans négociation coordonnée des salaires¹⁶ –, une grande partie des institutions et des pratiques considérées comme responsables du niveau du chômage n'ont que peu d'influence sur l'emploi et, dans certains cas, elles ont même une incidence positive¹⁷. Troisièmement, il n'apparaît guère que les gains de productivité en Europe aient été recueillis par les salariés sous forme de hausses de salaire. En réalité, pas plus en Europe qu'aux États-Unis, les salaires n'ont suivi l'augmentation de productivité observée dans les années 90. Comme le montre le chapitre 2 de l'*Étude sur la situation économique de l'Europe, 2001, No 1*, des deux côtés de l'Atlantique, la part des salaires dans le produit national a diminué par rapport à celle des bénéfices bruts; toutefois, alors que ce mouvement s'est accompagné aux États-Unis d'une baisse du chômage, c'est l'inverse qui s'est produit en Europe.

26. Pourquoi la diminution de la part salariale s'accompagne-t-elle d'une augmentation considérable du niveau de l'emploi et d'une forte baisse du chômage aux États-Unis, et seulement d'améliorations marginales en Europe? Une explication plausible est que la politique macroéconomique aux États-Unis a créé un environnement plus favorable à la croissance de la demande intérieure, et en particulier de l'investissement en capital fixe. L'assurance de pouvoir compter sur une croissance continue de la production a créé un cercle vertueux d'augmentation des investissements et de la productivité, qui a entraîné une augmentation des niveaux réels des salaires, des bénéfices et de l'emploi. Une partie des gains de productivité a aussi été distribuée aux consommateurs sous la forme d'une réduction des prix (ou d'une augmentation des prix inférieure à ce qu'elle aurait pu être). En Europe occidentale, au contraire, une grande partie des années 90 a été marquée par des politiques macroéconomiques assez restrictives. Les politiques budgétaires ont été placées sous le signe de la rigueur, parce que les futurs membres de l'Union monétaire européenne s'efforçaient de satisfaire aux critères de convergence de Maastricht et aussi parce que les taux d'intérêt réels à long terme étaient relativement élevés, ne tombant en dessous du niveau des taux américains qu'en 1997. Il y a bien eu des investissements fixes en Europe, mais ils ont été très faibles par comparaison avec les États-Unis¹⁸, et essentiellement consacrés à la rationalisation et non à l'accroissement des capacités (ou à la création d'emplois). Les gains de productivité qui se sont effectivement produits en Europe occidentale et qui, ramenés au PIB par habitant, n'étaient pas très différents de ceux observés aux États-Unis (environ 13-14 % entre 1991 et 1999), ont été recueillis sous forme de bénéfices (soit conservés par les entreprises, soit distribués aux actionnaires) ou par les consommateurs sous forme de baisse des prix (ou de hausse inférieure à ce qu'elle aurait pu être).

27. La nature « défensive » d'une grande partie de l'investissement européen au cours des années 90 s'explique par le fait que les attentes avaient été déçues au cours des premières années de la décennie – lorsque le marché unique était supposé apporter un taux de croissance annuel moyen de 3 % sur une période de 10 ans – et que l'on continuait à se demander si une croissance plus rapide ne risquait pas d'être coupée net par un souci excessif des fluctuations à court terme du taux d'inflation. La différence entre les résultats obtenus par les États-Unis et ceux de l'Europe tient donc essentiellement à la fois à une croissance plus soutenue de la demande intérieure aux États-Unis et à une plus grande confiance des investisseurs, qui ne craignent pas de voir la croissance stoppée prématurément par la Réserve fédérale.

28. La nécessité d'une « flexibilité » accrue et de changements structurels est souvent présentée en Europe, aussi bien à l'ouest qu'à l'est, comme un impératif institutionnel ou de comportement qui constituerait un préalable à l'accélération de

tutionnel ou de comportement qui constituerait un préalable à l'accélération de la croissance de la production et à l'amélioration de la situation de l'emploi. Cette vision des choses, cependant, néglige trois points importants. Le premier est que la flexibilité de l'économie et la rapidité des changements structurels supposent un taux élevé de formation brute de capital. La structure de la production et de l'emploi à un moment donné est déterminée par le stock de biens capitaux; la rapidité des changements structurels dépend donc des taux d'investissement brut dans de nouveaux équipements, qui doivent être suffisants pour que la main-d'oeuvre rendue disponible par les industries ou les activités en recul soit employée dans de nouveaux secteurs, pour maintenir un certain niveau d'emploi dans les secteurs en recul, et pour que des emplois s'offrent aux nouveaux arrivés sur le marché du travail¹⁹. Dans une économie ouverte et mondiale, les industries traditionnelles seront de toute façon incitées à opérer des « compressions » et à licencier mais, en l'absence d'investissement brut dans de nouvelles activités, il y aura un accroissement du chômage (exemple de changement structurel passif ou négatif). Le deuxième point passé sous silence est que la migration de la main-d'oeuvre vers les emplois nouveaux dépend aussi des qualifications (capital humain) de ceux qui sont forcés de changer d'emploi ou qui entrent sur le marché de l'emploi. On sait que la faiblesse des niveaux de formation est une caractéristique importante des marchés du travail européens²⁰, mais il faut y voir plutôt la conséquence de l'échec des politiques gouvernementales et de l'insuffisance des dépenses d'éducation qu'une rigidité du marché du travail à proprement parler. L'existence d'une grave pénurie de qualifications dans le domaine informatique en Europe occidentale, accompagnée d'un taux de chômage des jeunes (de moins de 25 ans) de 16,4 % dans l'Union européenne sont des éléments qui viennent souligner les insuffisances des systèmes d'éducation européens²¹. Le troisième point est que la croissance économique et l'accroissement du PIB par habitant sont, en soi, de puissants moyens d'éliminer les rigidités et de modifier les comportements traditionnels. C'est dans les périodes de faible croissance et d'incertitude que l'attachement aux pratiques existantes est le plus fort : ce que le dirigeant qualifie de rigidité apparaît à celui qui craint de perdre son emploi comme son seul espoir d'une certaine sécurité²².

29. Les taux de chômage élevés rompent l'équilibre des pouvoirs en faveur des employeurs (entreprises et actionnaires), ce qui a une incidence, non seulement sur la répartition fonctionnelle des revenus mais aussi sur les conditions de travail et le mode de vie d'une grande partie de la population. Les observations de la vie quotidienne, comme les enquêtes qui ont été faites, montrent que la durée du travail s'allonge, les niveaux de stress augmentent, la vie de famille et le temps de loisir sont plus facilement sacrifiés et d'autres éléments concourent à réduire le bien-être, le tout étant la conséquence de la libéralisation de l'économie dans les années 90. Cette évolution, pour l'essentiel, s'est opérée sous l'effet de la contrainte créée par le fort chômage des années 80 et l'insécurité grandissante de l'emploi. La diffusion d'un mode de management plus agressif en Europe n'a pas permis d'améliorer les résultats économiques par rapport à la période antérieure à 1973, mais elle a entraîné des bénéfices substantiels pour les actionnaires et des salaires très élevés pour les responsables d'entreprises et les intermédiaires financiers. En même temps, une grande partie des mesures et des lois sociales des années 90 ont été prises en réaction à une situation de fort chômage et pour tenter de compenser la faiblesse relative des salariés. Néanmoins, leurs effets restent limités dans une conjoncture où les salariés craignent de perdre leur emploi parce que les possibilités d'en trouver un autre sont limitées. La meilleure façon de donner du pouvoir aux salariés est de mettre

les entreprises en concurrence pour obtenir leurs services. Sans la pression du plein emploi, en effet, les employeurs refuseront ou négligeront d'adopter des mesures d'aménagement du temps de travail et de loisir, d'offrir des facilités aux mères qui travaillent, de réduire la pénibilité du travail et des horaires et, de façon générale, de créer un milieu de travail plus civilisé. En situation de plein emploi, les salariés peuvent faire beaucoup pour améliorer leurs conditions de travail sans intervention excessive de l'État sous forme d'assistance et de législation (et donc de dépenses). Un marché du travail tendu peut aussi inciter les entreprises à accroître l'investissement en capital fixe et, comme cela s'est produit dans certaines régions des États-Unis, à former non seulement leur propre personnel, mais aussi les jeunes chômeurs.

II. Les économies des pays en transition

A. Évolution récente et perspectives

30. Pour la première fois depuis le début de leur transformation économique et politique, les économies anciennement planifiées d'Europe orientale et de l'Union des ex-Républiques socialistes soviétiques (URSS) étaient toutes en phase de croissance en 2000; leur PIB total a augmenté de 6 %, soit à un rythme nettement plus élevé que celui de l'économie mondiale dans son ensemble. Ce très fort taux de croissance économique s'explique dans une large mesure par la vigueur imprévue de la reprise en Fédération de Russie, où le PIB a augmenté de 7,7 %, ce qui représente le plus fort taux de croissance en plus de 30 années. Après des résultats médiocres en 1999, la reprise de la production a été forte également en Europe orientale et dans les États baltes, où le PIB total a augmenté de 3,9 % et 4,8 %, respectivement.

31. Ces chiffres donnent à penser qu'après 10 années de douloureuses réformes, la longue et profonde récession liée à la transformation de ces économies est pour l'essentiel en bout de course. N'ayant pas vécu de la même manière la traversée de cette phase difficile et n'ayant pas approfondi et élargi pareillement le processus de réforme, les pays de la région constituent aujourd'hui un ensemble plus hétérogène qu'il y a 10 ans. La plupart des pays d'Europe centrale et les États baltes ont déjà considérablement progressé dans la mise en place d'une économie de marché opérationnelle et connaissent depuis plusieurs années une forte croissance économique qui les place au premier rang des candidats à l'entrée dans l'Union européenne. Mais, dans un certain nombre d'autres pays, la phase de récession liée à la transformation et à l'introduction de réformes fondamentales s'est révélée bien plus longue et ardue que prévue : pour certaines économies de la CEI, 2000 était la première année de croissance en une décennie, tandis qu'en Yougoslavie, les véritables réformes axées sur le marché commencent seulement à être possibles, une fois le pays doté d'un nouveau gouvernement démocratiquement élu.

32. La forte croissance économique enregistrée par les pays en transition en 2000 représente un résultat positif et encourageant mais il convient de garder à l'esprit que pour un certain nombre de ces pays, cette croissance ne représente qu'un modeste début de reprise après une longue phase de récession. En fait, 10 années après le lancement des réformes, le PIB ne dépassait son niveau d'avant le début du processus de transformation que dans quatre pays seulement (Hongrie en 2000, Pologne en 1995, Slovaquie en 1999 et Slovénie en 1998)²³. En moyenne, les pays de la CEI

ont encore un PIB inférieur de 40 % à ce qu'il était en 1989 et dans certains de ces pays, le PIB de 2000 n'atteignait pas la moitié du niveau de la production 10 années auparavant.

33. Il convient de souligner également qu'hormis quelques pays d'Europe centrale, la demande intérieure demeure en général faible, en dépit d'une légère reprise en 2000. La raison en est que dans un certain nombre de pays, en particulier dans l'Europe du Sud-Est, l'Asie centrale et le Caucase, des couches importantes de la population se sont considérablement appauvries au cours de cette longue récession et l'investissement s'est littéralement effondré face à des perspectives économiques éminemment incertaines. Les baisses de la production et des revenus dans ces pays sont d'une telle ampleur qu'il faudra probablement de nombreuses années, sinon des décennies, pour que la population dans son ensemble commence à ressentir les effets positifs du processus de réforme.

34. Il n'en demeure pas moins qu'à l'issue des profondes réformes de la décennie écoulée, la plupart des pays en transition se sont dotés des institutions fondamentales essentielles à une économie de marché et ont libéralisé leur marché intérieur et leur commerce extérieur (certes, à des degrés divers). Hormis quelques pays de la CEI, les économies en transition peuvent être désormais considérées comme des économies ouvertes, en mesure de tirer parti du développement de leurs échanges commerciaux avec le reste du monde. Les chiffres de la croissance pour 2000 mettent bien en évidence les avantages que les pays en transition peuvent désormais retirer du commerce.

35. Ainsi, en 2000, nombreuses ont été les économies en transition qui ont profité de la demande forte et diversifiée sur leurs principaux marchés d'exportation, en ce qui concerne principalement les produits manufacturés mais également les services et toute une série de produits de base et semi-manufacturés. Les économies d'Europe orientale et des États baltes, en particulier, ont tiré parti de la forte reprise de la demande d'importation en Europe occidentale tandis que la reprise en Fédération de Russie a stimulé les exportations des voisins de celle-ci dans la CEI. Par ailleurs, les pays exportateurs de produits de base (et spécialement les pays exportateurs de pétrole et de gaz naturel de la CEI) ont profité de la hausse soudaine des cours mondiaux, ce qui leur a permis d'améliorer considérablement leur balance commerciale et leur solde des transactions courantes (voir tableau 3).

Tableau 3
Balances commerciales et soldes extérieurs de l'Europe orientale, des États baltes et de la CEI,
1998-2000

(Évolutions et parts en pourcentage)

	<i>Exportations de marchandises, en dollars (taux de croissance)</i>			<i>Importations de marchandises, en dollars (taux de croissance)</i>			<i>Balances commerciales (pourcentage du PIB)</i>			<i>Opérations courantes (pourcentage du PIB)</i>		
	1998	1999	2000 ^a	1998	1999	2000 ^a	1998	1999	2000 ^a	1998	1999	2000 ^a
Europe orientale	9,3	-1,2	12,9	9,0	-2,5	11,0	-9,9	-9,6	-9,8	-4,6	-5,6	-5,2
Albanie	50,9	28,3	-10,0	28,2	11,3	14,0	-19,2	-16,9	-20,6	-1,5	-4,2	-13,4
Bosnie-Herzégovine	82,7	47,3	30,2	36,4	14,7	-5,8	-41,7	-42,1	-32,6	-18,6	-21,4	-17,7
Bulgarie	-15,1	-4,5	20,0	0,5	11,3	17,6	-6,2	-12,2	-13,6	-0,5	-5,3	-5,6
Croatie	8,9	-5,3	3,0	-7,9	-7,0	1,6	-17,8	-17,4	-18,3	-7,1	-7,6	-3,9
République tchèque	15,7	-0,4	10,4	4,4	-2,5	14,9	-4,3	-3,5	-6,6	-2,4	-3,0	-4,8
Hongrie	20,4	8,7	12,3	21,1	9,0	14,5	-5,7	-6,2	-8,5	-4,9	-4,3	-3,7
Pologne	2,6	-2,9	15,5	10,9	-2,4	6,6	-11,9	-11,9	-10,9	-4,3	-7,4	-6,3
Roumanie	-1,5	2,4	21,9	4,9	-12,2	25,6	-8,5	-5,6	-7,3	-7,2	-3,8	-3,8
Slovaquie	11,8	-4,6	15,8	11,9	-13,4	12,5	-10,5	-5,0	-4,0	-9,7	-5,5	-3,9
Slovénie	8,1	-5,6	2,2	7,8	-0,2	0,3	-5,4	-7,7	-7,6	-0,8	-3,9	-3,2
Ex-République yougoslave de Macédoine	6,0	-9,1	11,3	7,7	-7,2	16,3	-17,2	-17,0	-21,0	-8,8	-3,9	-5,7
Yougoslavie	6,8	-47,6	15,1	0,1	-31,8	12,6	-11,8	-10,9	-7,9	-7,4	-8,7	-5,6
États baltes	3,5	-12,5	24,9	7,5	-13,7	15,0	-22,7	-18,8	-17,5	-11,0	-9,5	-6,2
Estonie	10,3	-9,2	33,2	7,8	-14,2	23,7	-29,7	-22,8	-22,5	-9,2	-5,7	-6,8
Lettonie	8,3	-4,9	8,1	17,1	-7,6	8,1	-22,6	-18,4	-19,0	-10,7	-9,7	-7,2
Lituanie	-3,9	-19,0	28,1	2,6	-16,6	13,0	-19,4	-17,2	-14,4	-12,1	-11,2	-5,3
CEI^b	-15,2	-1,1	46,0	-14,0	-23,8	15,6	6,0	14,9	22,0	-1,7	8,3	14,8
Arménie	-5,2	5,4	22,5	1,1	-11,2	10,9	-36,0	-30,9	-33,3	-21,3	-16,6	-16,0
Azerbaïdjan	-22,4	53,3	235,7	35,6	-3,9	10,3	-10,6	-2,4	19,3	-30,7	-13,3	1,9
Bélarus	-3,2	-16,2	29,4	-1,6	-22,1	36,5	-12,4	-6,7	-11,6	-7,3	-2,3	-1,7
Géorgie	-19,7	23,7	50,3	-6,3	-31,9	7,1	-19,0	-12,8	-9,9	-11,4	-6,9	-7,5
Kazakhstan	-16,3	2,9	76,7	1,1	-15,3	30,5	4,9	11,3	21,3	-5,6	-1,4	4,8
Kirghizistan	-15,0	-11,6	10,6	18,7	-28,7	-6,1	-20,5	-11,9	-0,9	-23,2	-15,1	-4,0
République de Moldova	-27,8	-26,9	2,9	-12,6	-44,0	39,0	-23,1	-9,5	-24,4	-19,3	-2,9	-7,9
Fédération de Russie	-16,3	0,5	49,5	-17,9	-29,5	9,3	10,2	22,4	28,7	0,3	13,4	19,3
Tadjikistan	-20,0	15,4	13,5	-5,2	-6,7	1,0	-8,7	2,4	12,7	-9,1	1,6	10,4
Turkménistan	-20,9	99,9	92,0	-14,9	46,7	36,9	-14,6	-8,9	12,4	-33,0	-26,0	1,5
Ukraine	-11,2	-8,4	23,9	-14,3	-19,3	21,3	-5,0	-0,9	1,8	-3,2	2,8	7,0
Ouzbékistan	-20,1	-9,0	-2,9	-25,4	-9,1	-5,6	0,6	0,5	0,8	-0,7	-1,0	0,2
Total, Europe orientale, États baltes et CEI	-3,5	-1,8	28,2	0,4	-10,2	13,3	-2,7	-0,1	4,7	-3,4	-	4,3

	Exportations de marchandises, en dollars (taux de croissance)			Importations de marchandises, en dollars (taux de croissance)			Balances commerciales (pourcentage du PIB)			Opérations courantes (pourcentage du PIB)		
	1998	1999	2000 ^a	1998	1999	2000 ^a	1998	1999	2000 ^a	1998	1999	2000 ^a
Pour mémoire :												
PTEC-5	11,6	0,1	12,2	11,1	-1,0	10,3	-9,0	-8,7	-9,1	-4,2	-5,8	-5,3
PTESE-7	-0,1	-6,8	16,2	2,2	-7,9	13,8	-12,7	-12,5	-12,4	-6,0	-5,1	-4,7

Source : Statistiques nationales; Comité des statistiques de la CEI; renseignements communiqués directement au secrétariat de la CEE par les services nationaux de statistique; chiffres établis par le secrétariat de la CEE.

Note : La croissance du commerce extérieur est mesurée en prix courants en dollars. Les balances commerciales et des opérations courantes se rapportent au PIB en prix courants, converti des monnaies nationales au taux de change courant du dollar. Les valeurs du PIB en prix courants pour 2000 sont dans certains cas des estimations établies à partir des taux de croissance en termes réels et des indices des prix à la consommation. Pour les agrégats régionaux, voir la note au tableau 3.

^a Résultat provisoire pour l'ensemble de l'année 2000 en ce qui concerne l'Europe orientale et les États baltes; janvier- septembre pour la CEI et « total Europe orientale, États baltes et CEI ».

^b Y compris le commerce intra-CEI.

36. L'Union européenne est désormais le principal partenaire commercial de tous les pays d'Europe orientale et de la Baltique, absorbant et fournissant les deux tiers environ de leurs exportations et de leurs importations. Étant donné les différences de taille entre les deux parties, la vulnérabilité des économies en transition à l'égard de l'UE du point de vue de l'importance relative de ces courants commerciaux est bien plus grande que la vulnérabilité de l'UE à l'égard des États d'Europe orientale et baltes. De ce fait, la zone de l'Europe orientale et de la Baltique est extrêmement sensible (à la hausse comme à la baisse) aux variations de la demande d'importation en Europe occidentale. Cette plus grande sensibilité s'explique également par le fait que les contraintes qui pèsent sur l'offre dans les économies en transition étaient en général faibles ces dernières années en raison de la disponibilité de ressources sous-utilisées (main-d'oeuvre et, à un moindre degré, capital physique) et de la mise en place de capacités nouvelles importantes issues d'investissements nouveaux, où l'investissement étranger direct (IED) est généralement présent, en particulier dans le premier cercle de pays entourant l'Union européenne. Ce phénomène a lui-même amplifié l'effet de levier de la demande d'Europe occidentale, permettant d'un côté aux entreprises d'Europe orientale d'exporter davantage pendant les périodes de forte expansion mais, d'un autre côté, rendant plus probables les chocs négatifs en cas de changement de conjoncture. Pendant la seconde moitié des années 90, l'élasticité approximative du total des exportations des États d'Europe centrale et baltes au regard du total de la demande d'importation d'Europe occidentale était en gros de l'ordre de deux à trois (figure 2).

37. Le contraste entre le développement des échanges commerciaux en 1999 et en 2000 est particulièrement révélateur. En 1999, le total des importations d'Europe occidentale a augmenté de 6 % exactement, et il a induit une augmentation des exportations d'Europe centrale et des États baltes d'un peu plus de 7 % ce qui constituait pour ces derniers l'une des augmentations les plus faibles de la deuxième moitié des années 90 (figure 2). Étant donné la faiblesse persistante de la demande intérieure, le PIB total de l'Europe orientale a augmenté au rythme très modeste de 1,3 %, tandis que la région balte dans son ensemble est entrée en récession (les contrechocs de la crise russe venant accentuer la faiblesse générale de l'économie en 1999). À l'inverse, l'augmentation rapide du volume des importations d'Europe occidentale en 2000 (dépassant légèrement au total 10 %) a constitué le principal

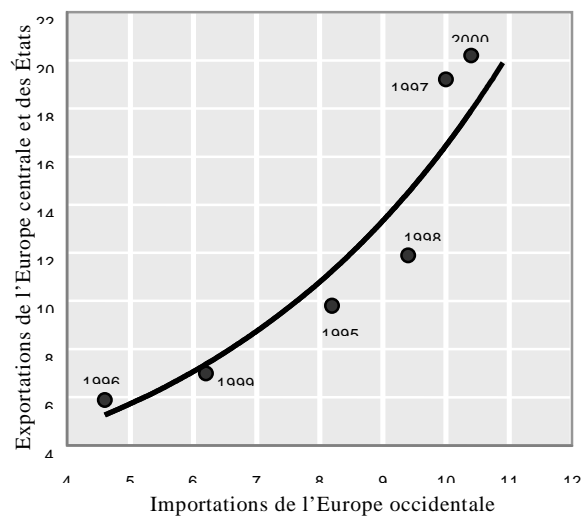
facteur explicatif de l'augmentation de près de 20 % du volume des exportations des pays d'Europe centrale et des États baltes. Ces très bons résultats à l'exportation ont grandement contribué à la reprise de la production enregistrée en 2000 dans la zone de l'Europe orientale et de la Baltique.

38. La forte poussée des cours mondiaux du pétrole et d'autres produits de base, à laquelle est venu s'ajouter le renchérissement du dollar, monnaie de commercialisation de la plupart de ces produits, a procuré un avantage non négligeable sur le plan des termes de l'échange aux pays en transition exportateurs de produits de base, avantage qui est à la base de leur croissance en 2000. Comme on peut le voir dans le chapitre 3 de la présente *Étude 2001, No 1*, l'effet de cette amélioration des termes de l'échange a été indirect : en premier lieu, il a contribué à accroître la demande intérieure finale et les importations; par la suite, cette augmentation de la demande peut entraîner également l'augmentation de la production intérieure. Lorsque ce type de courroie de transmission fonctionne dans une économie importante, l'augmentation de la demande d'importation peut renforcer les exportations des principaux fournisseurs : c'est ainsi que l'amélioration des termes de l'échange de la Fédération de Russie en 2000 a non seulement contribué à la forte reprise de l'économie russe, mais a constitué également un moteur de la croissance dans un certain nombre de pays voisins membres de la CEI. La Communauté d'États indépendants est même le groupe régional qui a connu en 2000 la plus forte croissance parmi les économies en transition. Le taux de croissance du PIB a atteint ou dépassé 5 % dans 9 des 12 pays de la CEI, d'où une croissance moyenne de 7,4 % pour l'ensemble de la Communauté.

Figure 2

Importations de l'Europe occidentale et exportations de l'Europe centrale et des États baltes, en termes réels, 1995-2001

(Variation annuelle, en pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CEE-ONU à partir des données nationales.

Note : Importations des pays d'Europe occidentale, en termes réels (biens et services); exportations d'Europe centrale et des États baltes, en termes réels, non compris la Slovaquie dont les données n'étaient pas disponibles.

39. En dépit de résultats en général favorables sur le plan de la croissance économique en 2000, les décideurs devraient se garder de toute autosatisfaction. Dans les faits, la plupart des économies en transition, y compris celles qui ont le plus progressé sur la voie des réformes, demeurent fragiles et très sensibles aux perturbations externes et autres qui peuvent être à l'origine de douloureuses déconvenues sur le plan économique. Comme on l'a souligné plus haut, les très bons résultats de 2000 mettaient en réalité en évidence l'extraordinaire sensibilité de ces économies aux variations du contexte extérieur, surtout à court terme. Les pays exportateurs de produits de base et ceux qui se sont spécialisés dans l'exportation de produits à forte intensité de ressources et à faible valeur ajoutée sont particulièrement vulnérables. Étant donné leur forte dépendance à l'égard de la demande d'Europe occidentale, les économies les plus avancées de l'Europe centrale et de la région de la Baltique sont aussi très sensibles aux variations de la demande sur leurs principaux marchés d'exportation. Comme les tendances externes favorables de l'an 2000 risquent fort de s'inverser, les économies en transition pourraient ne pas échapper à un choc extérieur lourd de conséquences.

40. Étant donné la forte concentration de leurs exportations que ce soit du point de vue des produits ou du point de vue des marchés d'exportation, l'évolution à court terme des économies en transition sera fonction des deux principaux facteurs explicatifs de la forte croissance de 2000 : la demande d'importation en Europe occidentale et les cours mondiaux des matières premières (pétrole en particulier). Comme on l'a vu plus haut, la décélération soudaine et rapide de l'économie américaine au cours du second semestre de 2000 et au début de 2001 a déclenché une rétrogradation progressive des prévisions de croissance économique en Europe occidentale également. Par ailleurs, les cours du pétrole sont orientés à la baisse depuis le dernier trimestre de 2000 et leur niveau moyen en 2001 sera probablement inférieur à ce qu'il était en 2000 (mais néanmoins supérieur à son niveau de 1999). La première de ces évolutions aura de sérieuses répercussions sur toutes les économies en transition, accentuant les risques baissiers de leurs perspectives à court terme, mais la seconde évolution n'aura pas les mêmes effets selon que l'on a affaire à un pays importateur ou exportateur net de pétrole.

41. Il ne semble pas que les changements récents et rapides de l'économie mondiale aient été toujours pris en compte dans les prévisions officielles concernant l'Europe orientale et les États baltes, la plupart de ces prévisions ayant été établies dans le cadre des préparatifs budgétaires pour 2001 alors que le ralentissement de l'économie mondiale n'était pas encore perceptible (tableau 4). Ces prévisions donnent à penser que, partout dans la région, les gouvernements s'attendaient en général à une poursuite et un renforcement de la reprise en 2001 et, dans bien des cas, à une accélération de leur propre taux de croissance économique²⁴. Il ressort en réalité des données les plus récentes que dans un certain nombre de pays d'Europe orientale et d'États baltes, le ralentissement de la croissance de la production était déjà effectif dans les derniers mois de 2000 et au début de 2001.

Tableau 4
Indicateurs économiques fondamentaux pour l'Europe orientale, les États baltes et la CEI, 1998-2001
 (Évolutions et parts en pourcentage)

	PIB (taux de croissance)					Production industrielle (taux de croissance)			Inflation (évolution déc./déc.)			Taux de chômage (en fin de période)		
			2000		2001 Prévision officielle									
	1998	1999	Prévision ex-ante	Chiffre effectif		1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Europe orientale	1,8	1,3	4	3,9	4,2	1,4	-0,1	8,3	..	..	..	12,6	14,6	15,1
Albanie	8	7,3	8	8*	5-7	21,8	16	12*	7,8	-1,0	4,2	17,6	18,2	16,9
Bosnie-Herzégovine ^a	..	..	12	10*	7-9	23,8	10,6	8,8	2,2	-0,4	3,4	38,7	39,0	39,4
Bulgarie	3,5	2,4	4	5,0*	5	-7,9	-12,3	2,3	0,9	6,2	11,2	12,2	16,0	17,9
Croatie	2,5	-0,4	2,6	3,7	3-4	3,7	-1,4	1,7	5,6	4,6	7,5	18,6	20,8	22,6
République tchèque	-2,2	-0,8	1,5	3,1	3	1,6	-3,1	5,1	6,7	2,5	4,1	7,5	9,4	8,8
Hongrie	4,9	4,4	5	5,2	4,5-5	12,5	10,4	18,3	10,4	11,3	10,1	9,1	9,6	8,9
Pologne	4,8	4,1	5,2	4,1	4,5	3,5	4,8	7,1	8,5	9,9	8,6	10,4	13,0	15,0
Roumanie	-5,4	-3,2	1,3	1,6	4,1	-13,8	-7,9	8,2	40,7	54,9	40,7	10,3	11,5	10,5
Slovaquie	4,1	1,9	2	2,2	3,2	3,8	-3,6	9,1	5,5	14,2	8,3	15,6	19,2	17,9
Slovénie	3,8	5,2	3,75	4,8	4,5	3,7	-0,5	6,2	6,6	8,1	9,0	14,6	13,0	12,0
Ex-République yougoslave de Macédoine	2,9	2,7	6	5,1	6	4,5	-2,6	3,5	-1,1	2,3	10,8	41,4	43,8	44,9
Yougoslavie ^b	2,5	-19,3	14	10,0	5	3,6	-23,1	10,9	45,7	54,0	115,1	27,2	27,4	26,6
États baltes	4,7	-2,0	3	4,8	4,7	6,0	-7,6	6,7	..	..	..	7,3	9,1	10,0
Estonie	4,7	-1,1	3,8-4,0	6,4*	6	4,1	-1,7	9,1	6,8	3,9	4,9	5,1	6,7	7,3
Lettonie	3,9	1,1	3,5	6,6	5-6	3,1	-5,4	3,2	2,8	3,3	1,9	9,2	9,1	7,8
Lituanie	5,1	-4,2	2	2,9	3,7	8,2	-11,2	7,0	2,4	0,3	1,5	6,9	10,0	12,6
CEI	-3,0	3,2	2,3	7,4	4,2	-3,1	7,3	9,6	..	..	..	9,0	8,3	6,9
Arménie	7,3	3,3	5,6	6,0	6,5	-2,1	5,2	6,4	-1,2	2,1	0,4	8,9	11,5	10,9
Azerbaïdjan	10,0	7,4	8	11,4	8,5	2,2	3,6	6,9	-7,6	-0,5	2,1	1,4	1,2	1,2
Biélorus	8,4	3,4	2-3	5,8	3-4	12,4	10,3	8,0	181,6	251,3	108,0	2,3	2,0	2,1
Géorgie	2,9	3,0	4,2-4,8	1,9	3-4	-1,8	7,4	6,1	13,4	11,1	4,6	4,2	5,6	..
Kazakhstan	-1,9	2,7	3	9,6	4	-2,4	2,7	14,6	1,9	18,1	10,0	3,7	3,9	3,7
Kirghizistan	2,1	3,7	4-5	5,0	5	5,3	-4,3	6,0	16,6	39,8	9,5	3,1	3,0	3,1
République de Moldova ^c	-6,5	-3,4	2	1,9	5	-15,0	-9,0	2,3	18,2	43,8	18,5	1,9	2,1	1,8
Fédération de Russie	-4,9	3,5	1,5-2,5	7,7	4	-5,2	8,1	9,0	84,5	36,6	20,1	13,3	12,2	9,7
Tadjikistan	5,3	3,7	..	8,3	6,7	8,2	5,6	10,3	2,7	30,1	60,6	2,9	3,1	3,0
Turkménistan	5,0	16,0	12	17,6	16	0,2	15,0	25*	19,8	..	..	..	..	..
Ukraine	-1,9	-0,4	1	6,0	3-4	-1,0	4,3	12,9	20,0	19,2	25,8	4,3	4,3	4,2

	PIB (taux de croissance)														
	2000					Production industrielle (taux de croissance)			Inflation (évolution déc./déc.)			Taux de chômage (en fin de période)			
	1998	1999	Prévision	Chiffre	2001 Prévision officielle	1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000	
			ex-ante	effectif											
Ouzbékistan	4,4	4,4	5	4,0	4,4	3,6	6,1	6,4	25,9	26,0	..	0,4	0,5	0,6	
Total, Europe orientale, États baltes et CEI	-1,1	2,4	3	6,0	4,2	-0,9	3,7	9,0	..	..	..	..	..	..
Pour mémoire :															
PTEC-5	3,2	3,0	4,1	4,0	4,1	4,5	2,9	8,7	..	..	..	10,2	12,5	13,3
PTESE-7	-1,5	-3,0	3,6	3,6	4,5	-7,3	-9,9	6,6	..	..	..	15,4	16,5	17,8
Ex-RDA ^d	2,0	..	..	..	..	7,6	4,8	..	1,1	0,2	..	17,4	17,7	17,2

Source : Statistiques nationales; Comité des statistiques de la CEI; renseignements communiqués directement au secrétariat de la CEE par les services nationaux de statistique (données du FMI et de la Banque mondiale pour l'Albanie).

Note : Les agrégats sont établis par le secrétariat de la CEE à l'aide des parités de pouvoir d'achat (PPA) établies par le Programme européen de comparaison 1996. Les chiffres de la production sont en termes réels (prix constants). Les prévisions sont celles des instituts nationaux de conjoncture ou des prévisions gouvernementales associées à l'élaboration du budget de l'État. La production industrielle désigne la production brute et non la part de l'industrie dans le PIB. L'inflation désigne l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Le chômage désigne généralement les chômeurs enregistrés en fin de période (sauf dans les cas de la Fédération de Russie, où il s'agit des estimations du Goskomstat utilisant la définition de l'OIT, et de l'Estonie, où ce chiffre désigne le nombre des personnes à la recherche d'un emploi). Les agrégats sont les suivants : Europe orientale (les 12 pays figurant au-dessous de cette ligne) se décomposant en PTEC-5 (pays en transition d'Europe centrale : République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Slovénie) et PTESE-7 (pays en transition d'Europe du Sud-Est : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Roumanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et Yougoslavie); États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et CEI (les 12 pays membres de la Communauté d'États indépendants). Les deux points (..) renvoient à des données qui ne sont pas disponibles ou sont sans objet. L'astérisque renvoie aux estimations du secrétariat de la CEE.

^a Données communiquées par l'Office de statistique de la Fédération; Republika Srpska non comprise.

^b Les données pour 1999 et 2000 ne comprennent pas celles du Kosovo et Metohia.

^c Transnistrie non comprise.

^d Ex-République démocratique allemande.

42. Dans ces conditions, l'évolution effective à court terme de l'Europe orientale et de la région balte dépend dans une large mesure de la réussite ou de l'échec du combat que l'Europe occidentale mène pour empêcher que ses propres perspectives de croissance ne s'assombrissent. Le scénario « rassurant » (reprenant dans l'ensemble les prévisions officielles des États d'Europe orientale et baltes) suppose un arrêt effectif du ralentissement en Europe occidentale et, en particulier, en Allemagne²⁵. Une croissance nettement moins forte en Europe occidentale (avec un ralentissement correspondant de la croissance des importations qui passerait de 10 % environ à 7 %) aurait des conséquences très préjudiciables pour l'Europe orientale et les États baltes, qui pourraient entraîner un recul de 1 à 2 points du taux moyen de croissance de leur PIB.

43. La croissance sans précédent du PIB russe en 2000, résulte de la combinaison de deux éléments : la Fédération de Russie partait d'assez bas, en raison de la crise de 1998, et le contexte extérieur était extrêmement favorable, ce qui risque de ne pas durer. En fait, tout semble indiquer que l'économie russe (la production industrielle en particulier) était déjà en phase de ralentissement au début de 2001. Si la baisse des cours du pétrole se poursuit, la demande intérieure russe en subira les

conséquences et la prévision officielle pour l'ensemble de l'année (PIB en croissance de 4 %) pourrait difficilement se confirmer. Les perspectives de la plupart des autres pays membres de la CEI seront fonction tout à la fois de l'évolution des cours mondiaux du pétrole et des autres produits de base et des résultats de l'économie russe, notamment l'évolution du taux de change du rouble. L'on voit donc que les incertitudes concernant l'évolution de la Fédération de Russie se traduisent dans une large mesure en incertitudes pour la CEI tout entière.

44. Pour les économies en transition, ces incertitudes et les risques croissants d'un ralentissement de la croissance impliquent une politique économique plus active en 2001 et des modifications des orientations déjà inscrites dans les budgets adoptés pour cette année-là. Les responsables de la politique économique devront surveiller de près non seulement le comportement de leur propre économie mais également les évolutions de leurs principaux partenaires commerciaux ainsi que des marchés mondiaux. Si la situation externe continue de se détériorer, il faudra que les responsables de la politique économique dans les pays en transition soient prêts à intervenir rapidement pour, par des mesures anticycliques, amortir, au moins en partie, un éventuel choc négatif. Ils ne seront peut-être pas en mesure d'en éliminer complètement les effets mais, étant donné le risque d'aggravation des déséquilibres existants, une réaction rapide peut aider à amortir ces répercussions négatives.

45. Un ralentissement prolongé, d'abord en Europe occidentale puis dans les pays en transition également, serait un facteur de risque réel pour la transformation économique et les perspectives futures de ces économies. Il serait sans aucun doute fort préjudiciable aux marchés du travail des économies en transition, qui sont déjà bien mal en point. À la fin de 2000, le taux de chômage moyen pour l'Europe orientale avoisinait encore 15 % : malgré le fort taux de croissance économique, les nouveaux emplois ne pouvaient absorber toute la main-d'oeuvre libérée par le processus de restructuration des entreprises. Un ralentissement de la croissance économique ne ferait pas qu'aggraver le chômage, il risquerait également de freiner, pour cause de tensions sociales, le processus douloureux mais nécessaire de restructuration de l'économie et de réformes systémiques.

46. L'expérience récente montre que dans les pays en transition qui ont obtenu les meilleurs résultats, la croissance reposait sur le développement des exportations et sur l'amélioration de la structure par produits, deux facteurs qui nécessitent des investissements fixes importants et, en particulier, des investissements étrangers directs. Un ralentissement de la croissance de la production en Europe occidentale (qui est une source importante d'IED pour les pays en transition) pourrait aussi induire une contraction de l'investissement direct dans les pays en transition. Tous ces risques baissiers qui prennent de l'importance dans les pays en transition et auxquels il faut ajouter les risques propres à l'Europe occidentale, renforcent les arguments en faveur d'une intervention anticyclique.

47. Un ralentissement de l'économie en Europe occidentale nuirait également aux perspectives d'élargissement de l'UE. Comme il a été dit à plusieurs reprises dans l'*Étude 2001*, pour que les économies en transition rattrapent les pays industrialisés d'Europe occidentale sur le plan des revenus par habitant et des niveaux de développement (condition nécessaire à une adhésion sans accroc à l'UE), il faut qu'ils enregistrent des taux de croissance économique soutenus (de l'ordre de 5 à 6 % par an, voire plus) sur une période suffisamment longue. Pour les pays d'Europe orientale et de la région de la Baltique candidats à l'adhésion à l'UE, la vigueur de la

demande d'importation sur les marchés d'Europe occidentale est vitale pour le succès d'une telle stratégie. Par conséquent, si l'on veut que l'élargissement à l'est de l'Union européenne se réalise au plus tôt, l'Union européenne et ses décideurs ont une double responsabilité dans le maintien d'une croissance régulière dans l'Union, car celle-ci est une nécessité non seulement dans l'intérêt bien compris de l'Union elle-même, mais également dans l'intérêt de ses futurs nouveaux membres et, en conséquence et plus généralement, dans l'intérêt d'une future Europe unie.

B. L'économie yougoslave et la stabilité en Europe du Sud-Est

48. Le nouveau gouvernement démocratiquement élu de la Yougoslavie doit faire face à des problèmes économiques qui sont parmi les plus complexes et les plus graves qu'aient rencontrés les pays en transition depuis 1989. Les années 80, décennie perdue pour le développement, avaient déjà été difficiles pour l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie, mais les années 90 ont été catastrophiques, marquant une véritable régression économique. Le PIB par habitant, qui représentait environ 46 % du PIB moyen de l'Union européenne en 1980, était tombé à 34 % en 1990 et, d'après des estimations approximatives, aurait chuté à moins de 25 % en 2000²⁶. À la tête d'un pays ravagé par une série de guerres qui a culminé en 1999 avec le conflit du Kosovo, par la mauvaise répartition chronique des ressources sous le régime autoritaire, par les sanctions économiques et par sa mise à l'écart de la communauté internationale, pays également affaibli par la corruption généralisée au sein de l'élite dirigeante qui s'est approprié une part considérable des ressources de l'État, le nouveau gouvernement hérite d'une économie caractérisée par des déséquilibres macroéconomiques bien plus prononcés que dans les autres pays en transition, y compris la Fédération de Russie. Le régime précédent dissimulait ces déséquilibres en contenant l'inflation et en subventionnant les entreprises de manière occulte.

49. Faute de s'attaquer aux causes structurelles de l'hyperinflation de 1992-1994, le gouvernement précédent a laissé s'accumuler un énorme déficit quasi budgétaire, gonflé par les pertes des entreprises publiques qui équivalaient à 123 % du PIB à la fin de 1998; ce déficit constitue le principal déséquilibre auquel l'actuel gouvernement doit faire face. La dette publique et la dette extérieure, qui s'élèvent à quelque 12,2 milliards de dollars, représentent chacune bien plus de 100 % du PIB²⁷. Or, les tentatives pour redresser la situation se heurtent à de nombreux problèmes étroitement liés. Il faudra injecter beaucoup d'argent public dans les entreprises endettées pour les aider à redresser leur situation financière. Parallèlement, pour mettre un terme à l'accumulation de dettes, il faudra imposer de sévères restrictions budgétaires dans un contexte d'économie de marché. Mais la rigueur budgétaire menacera au moins 30 % des actifs occupés, que l'on estime sous-employés dans les entreprises publiques, dans un pays où le taux de chômage officiel est déjà de 27 %. La restructuration des entreprises suppose une réforme du système complexe de propriété sociale et publique. Il faudra en outre libéraliser le régime des prix relatifs, qui est considérablement faussé, pour permettre une meilleure répartition des ressources.

50. Le Gouvernement devra aussi s'atteler à deux autres grandes tâches, à savoir la réforme des finances publiques et de la fiscalité et la restructuration des banques. Les fonds propres des banques sont probablement proches de zéro et elles auront donc besoin d'énormément d'argent frais pour pouvoir reconstituer leurs capitaux.

51. Le Gouvernement doit s'efforcer d'appliquer ce vaste programme de réformes dans un pays dont la population, qui a vu ces 10 dernières années son niveau de vie chuter et une grande partie de son épargne fondre du fait de l'hyperinflation et des ponctions du Gouvernement, n'a guère confiance dans les institutions financières nationales, se méfie des institutions gouvernementales et s'irrite de ce qu'elle considère comme une ingérence étrangère excessive. Quelles que soient les réformes adoptées, de nombreuses fractions de la société serbe vont inévitablement voir leurs conditions de vie se dégrader encore. Dans ces conditions, il pourrait être dommageable et dangereux d'attendre, pour offrir une assistance au Gouvernement yougoslave, que l'ancien Président ait été déféré au Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 comme le demande la communauté internationale. Ainsi qu'on l'a souligné à plusieurs reprises dans des numéros antérieurs de l'*Étude*, le redressement économique de la Yougoslavie est une condition essentielle de la paix, de la prospérité et de la stabilité dans l'ensemble de l'Europe du Sud-Est. La stabilité de la région reste extrêmement précaire, comme l'ont montré les événements survenus récemment dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Bosnie-Herzégovine. Sans préjudice des obligations juridiques de la Yougoslavie envers le Tribunal de La Haye, le Gouvernement yougoslave doit donner la priorité immédiate au lancement d'un train de réformes et à l'amélioration du niveau de vie de la population. Or, il ne pourra le faire sans une aide massive de l'étranger. Il semble que les institutions financières internationales agissent maintenant plus rapidement et plus efficacement en Europe du Sud-Est qu'elles ne l'ont fait en Europe centrale dans les années 90²⁸, mais elles ne pourront probablement pas répondre à la totalité des besoins. Il faut aussi que l'Union européenne fasse sans attendre un geste généreux et que son assistance prenne en grande partie la forme d'une aide financière non génératrice de dette et consiste également à préparer la Yougoslavie à adhérer, à terme, à l'Union. Il est également urgent de rééchelonner et de réduire la dette extérieure du pays. À ce jour, les sommes envisagées par la communauté internationale restent bien inférieures à celles dont le Gouvernement yougoslave estime avoir besoin. Faute d'une aide rapide et suffisante, on peut craindre que l'appui dont bénéficient actuellement les réformes libérales du Gouvernement ne cède la place à une opposition pure et simple et que l'économie ne sombre dans le chaos, avec le risque de résurgence de l'hyperinflation que cela comporte. La crise yougoslave et la menace d'un regain d'instabilité en Europe du Sud-Est, ainsi que le programme d'élargissement de l'UE à l'Est, sont les deux grands défis que devra relever l'Union européenne, si elle veut s'affirmer comme la principale puissance économique de la région.

Notes

- ¹ Le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une augmentation de 4,2 % en octobre 2000 (voir *FMI, Perspectives de l'économie mondiale* (Washington, DC), octobre 2000).
- ² G. Haberler, *Prosperity and Depression, New edition* (Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1964), p. 471 et 472.
- ³ Ce report correspond à la différence entre le produit intérieur brut (PIB) réel du quatrième trimestre 2000 et le PIB annuel moyen. Autrement dit, par rapport à 2000, le PIB réel progressera de 0,8 % en 2001, même si tout au long de l'année, il reste au niveau atteint au quatrième trimestre 2000. À titre de comparaison, l'effet de report statistique pour 2000 a été de 2,3 %, ce qui confirme l'ampleur de la baisse de régime de l'économie américaine.

- ⁴ Voir la section 2.3 de l'*Étude sur la situation économique de l'Europe, 2001, No 1*.
- ⁵ Le Premier Ministre de la République française a dit que « l'Europe était la principale zone de stabilité et de croissance du monde ». M. Solbes, le Commissaire de l'Union européenne (EU) en charge des questions économiques et financières a déclaré que l'Europe était « actuellement un véritable havre économique au sein du monde développé... », *Financial Times*, 24 mars 2001.
- ⁶ Le Conseil des gouverneurs de la BCE a confirmé le 29 mars 2001 que sa politique monétaire demeurait régie par le principe du « wait and see ».
- ⁷ L'on se trouve dans la situation inverse de celle de 1973; à l'époque de nombreux gouvernements s'étaient surtout souciés des effets sur la demande et avaient négligé l'impact sur les prix.
- ⁸ Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW), *Die Lage der Weltwirtschaft und der deutschen Wirtschaft im Herbst 2000*, Wochenbericht 43/2000, 26 octobre 2000, p. 728 et 729.
- ⁹ BCE, *Bulletin mensuel* (Francfort-sur-le-Main), mars 2001, p. 28 et 29 (encadré 3).
- ¹⁰ Ibid, p. 19.
- ¹¹ BCE, *Bulletin mensuel* (Francfort-sur-le-Main), janvier 1999, p. 47.
- ¹² Discours du Président de la BCE devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 24 janvier 2001.
- ¹³ À part celui de rendre les marchés du travail plus flexibles, un grand souci du moment est de libéraliser les marchés du gaz, de l'électricité et de la poste de l'Union européenne. Cette libéralisation fait partie du programme de mise en oeuvre du marché unique, mais la lenteur des réformes est considérée par le commissaire chargé du marché unique, M. Frits Bolkestein, comme envoyant un signal négatif aux investisseurs. M. Bolkestein considère par ailleurs que le manque d'enthousiasme manifesté par certains gouvernements de l'Union européenne à mettre en oeuvre rapidement la réforme des services publics traduit « une crainte de la modernité ... un blocage mental » qui doivent être surmontés (*Financial Times*, 24-25 mars, p. 2).
- ¹⁴ Voir aussi CEE-ONU, *Étude sur la situation économique de l'Europe, 1998, No 1* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.98.II.E.1), sect. 2.2 i).
- ¹⁵ S. Scarpetta et autres, *Economic Growth in the OECD Area: Recent Trends at the Aggregate and Sectoral Level*, Economics Department Working Papers, No 248 (Paris, OCDE, juin 2000, p. 47, tableau 10).
- ¹⁶ De fait, il existe une procédure *coordonnée* de négociation des salaires, en Autriche, au Danemark et aux Pays-Bas. L'Irlande a connu une série de politiques des revenus différentes depuis la fin des années 80 (voir chap. 2.6).
- ¹⁷ S. Nickell, « Unemployment and labour market rigidities: Europe versus North America », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 11, No 3 (été 1997), p. 55 à 74.
- ¹⁸ Entre 1991 et 1999, la formation intérieure brute de capital a augmenté, en termes réels, de 19 % environ en Europe occidentale (environ 13,5 % dans la zone euro) contre 95 % aux États-Unis.
- ¹⁹ Une industrie en recul n'est pas nécessairement condamnée à disparaître. Elle peut simplement être obligée de s'adapter en diminuant la production, ou en la structurant différemment. Toutefois, des *niveaux* de production différents supposent nécessairement des méthodes de production différentes, ce qui suppose aussi un investissement brut.
- ²⁰ S. Nickell, loc. cit.
- ²¹ Certains gouvernements européens s'efforcent de pallier cette pénurie en encourageant l'importation des cerveaux, c'est-à-dire en cherchant à faire venir des informaticiens qualifiés des pays pauvres d'Europe orientale et d'Asie, qui ne peuvent guère se permettre de les perdre. On encourage aussi l'immigration dans d'autres professions qui – c'est le cas par exemple des infirmiers et des enseignants – ont souffert des restrictions budgétaires européennes au cours des 10 dernières années. La moralité de telles politiques, de la part des gouvernements de certains des pays les plus riches du monde, est pour le moins douteuse. Les investissements faits dans l'éducation en vue de remédier à cette pénurie de main-d'oeuvre qualifiée en Europe ne

devraient pas viser exclusivement les jeunes quittant le système scolaire, mais intéresser aussi les travailleurs à bas salaire et à temps partiel, qui sont souvent des femmes ayant subi diverses formes de discrimination au cours de leurs études. Voir « *Tech-Savvy: Educating Girls in the New Computer Age* » (<www.aauw.org>).

- 22 Adam Smith avait très bien compris ce phénomène : « ... c'est dans l'état progressif de la société, lorsqu'elle est en train d'acquérir successivement plus d'opulence, et non pas lorsqu'elle est parvenue à la mesure complète de richesse dont elle est susceptible, que véritablement la condition de l'ouvrier pauvre, celle de la grande masse du peuple, est plus heureuse et plus douce, elle est dure dans l'état stationnaire; elle est misérable dans l'état rétrograde ». (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, GF - Flammarion, 1991, vol. 1, p. 153).
- 23 Selon les statistiques disponibles, l'Albanie aussi a peut-être retrouvé en 2000 son niveau de PIB de 1989, encore qu'il soit difficile d'en être sûr compte tenu de la mauvaise qualité des statistiques albanaïses.
- 24 Le PIB total de l'Europe orientale était censé croître au rythme de 4,2 % environ en 2001 (soit 0,3 point de plus qu'en 2000) et un taux moyen de 4,7 %, légèrement inférieur au chiffre de 2000, était prévu pour les États baltes (tableau 3).
- 25 La part de l'Allemagne dans les échanges commerciaux de la plupart des pays d'Europe orientale et de la région balte est bien plus importante que sa part dans la production totale de l'UE.
- 26 *Étude sur la situation économique de l'Europe, 2000, No 1*, chap. 5 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.II.E.12).
- 27 Le ratio d'endettement extérieur, estimé à 118 %, est calculé sur la base d'un PIB de 10,3 milliards de dollars, montant ajusté en fonction des divers taux de change (taux officiel, taux du marché noir et taux interentreprises) en vigueur pendant l'année 2000. (P. Petrovic, D. Dragutinovic et M. Arsic, *The FRY Economy: Macroeconomic Developments and Main Imbalances*, Belgrade, février 2001). Si l'on calcule le PIB en dollars sur la base du taux de change officiel, qui est trop élevé pour être réaliste, on obtient un ratio d'endettement extérieur de 49 %. Le ratio dette extérieure/exportations était d'environ 500 % en 2000, pourcentage bien supérieur à celui qui est généralement considéré comme le seuil de viabilité de la dette (200 à 220 %). Les réserves de change représentaient seulement 1,6 mois de couverture des importations (le niveau des importations étant lui-même très bas).
- 28 PlanEcon, *Monthly Report*, 23 février 2001, p. 2 à 6.
-